

DÉLIBÉRATION n°2023-85
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 13 décembre 2023

Adoption du Budget Initial 2024

Le Conseil d'Administration,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, et en particulier l'article 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Etudes politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 relatif aux règles budgétaires des organismes

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **22 ETPT** sous plafond et **24 ETPT** hors plafond
- **9 776 868 €** d'autorisations d'engagement dont :
 - 3 025 000€ en personnel
 - 2 668 449€ en fonctionnement
 - 4 083 419€ en investissement
- **7 107 561 €** de crédits de paiement
 - 3 025 000€ en personnel
 - 2 476 499€ en fonctionnement
 - 1 606 062€ en investissement
- **5 786 331 €** de prévisions de recettes
- **- 1 321 230 €** de solde budgétaire (déficit)

Article 2

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- **- 1 573 072 €** de variation de trésorerie (prélèvement)
- **- 323 168 €** de résultat patrimonial
- **- 51 216 €** de capacité d'autofinancement
- **- 1 007 278 €** de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.



SciencesPo
Rennes

INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES DE RENNES

104 bd de la Duchesse Anne
35700 Rennes, France
tel. +33 (0) 2 99 84 39 39
www.sciencespo-rennes.fr

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 29 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 29

Délibération : adoptée. refusée.

Délibération n°2021-69

2/2

Le 13 décembre 2023

Le Président
du Conseil d'Administration

Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

BI 2024 – Note de l'ordonnateur (20 pages)
Liasse budgétaire (16 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :



BUDGET INITIAL 2024

RAPPORT DE PRESENTATION

Conseil d'administration du 13 décembre 2023

Rapport de l'ordonnateur

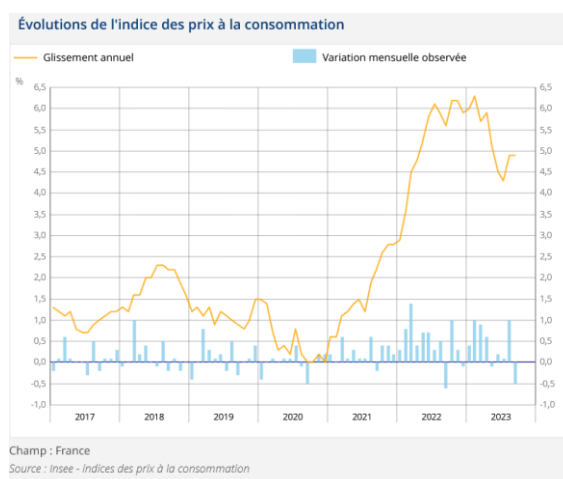
I - Le contexte national	2
1.1- Contexte macro-économique incertain	2
1.2 – Synthèse du volet du projet de Loi de Finances 2024 concernant le Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche (MESR)	4
II - Les projets de l'établissement dans un contexte macro-économique contraint et encore incertain	5
2.1. L'indispensable coopération institutionnelle	6
2.2- L'incontournable transformation pédagogique : ouverture de nouveaux parcours pour compléter l'offre de formations.....	8
2.3- Recherche : ouverture de deux nouvelles chaires de recherche	9
2.4- Des investissements au service de la qualité de vie étudiante	9
2.5- Une politique de RSE dynamique	10
2.6- Une vision de long terme : poursuivre la structuration de l'établissement	11
III - Présentation du budget 2024	11
3.1. Les recettes : une consolidation des recettes propres attendues.....	13
3.2. Les dépenses : en 2023, un effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, de stabilité de la masse salariale et une volonté d'investissement	14
3.3. Les équilibres financiers.....	18

I - Le contexte national

1.1- Contexte macro-économique incertain

A – Impact d'un contexte inflationniste persistant

Alors que les fluctuations de l'indice des prix à la consommation, principale mesure de l'inflation, étaient relativement faibles d'une année sur l'autre jusqu'en 2021, les prix à la consommation ont accéléré nettement à partir de 2022 en moyenne annuelle (plus de 6,2 %).



Cette évolution du taux d'inflation a représenté une vraie rupture par rapport au trend de désinflation de ces trente dernières années en France et en Europe.

Selon l'Insee, l'estimation provisoire, réalisée fin septembre 2023, sur un an, indique une augmentation des prix à la consommation de 4,9 %.

Si en 2023 le taux moyen est de 4,9 %, l'alimentation connaît une inflation de 11,2%, l'énergie de 6,8 % et les produits manufacturés de 2,9%. Cela signifie que l'impact et le ressenti de l'inflation dépend de la situation particulière de chaque acteur (ménages, entreprises, institutions publiques,...).

En 2024, selon les estimations de Bercy, l'inflation (au sens de l'IPC) s'établirait à + 2,6 %. Cette baisse reposerait largement sur le ralentissement des prix alimentaires et manufacturés. **En 2024, les prix ne devraient pas baisser mais seulement augmenter moins vite.**

De fait, cette période inflationniste depuis fin 2021 s'est traduite par une inflation cumulée moyenne de 13 %.

Inflation des prix depuis début 2021

Poste	Pourcent.
Énergie	46%
Alimentation	22%
Tabac	10%
Produits manufacturés	8%
Services	7%
Inflation Globale	13%

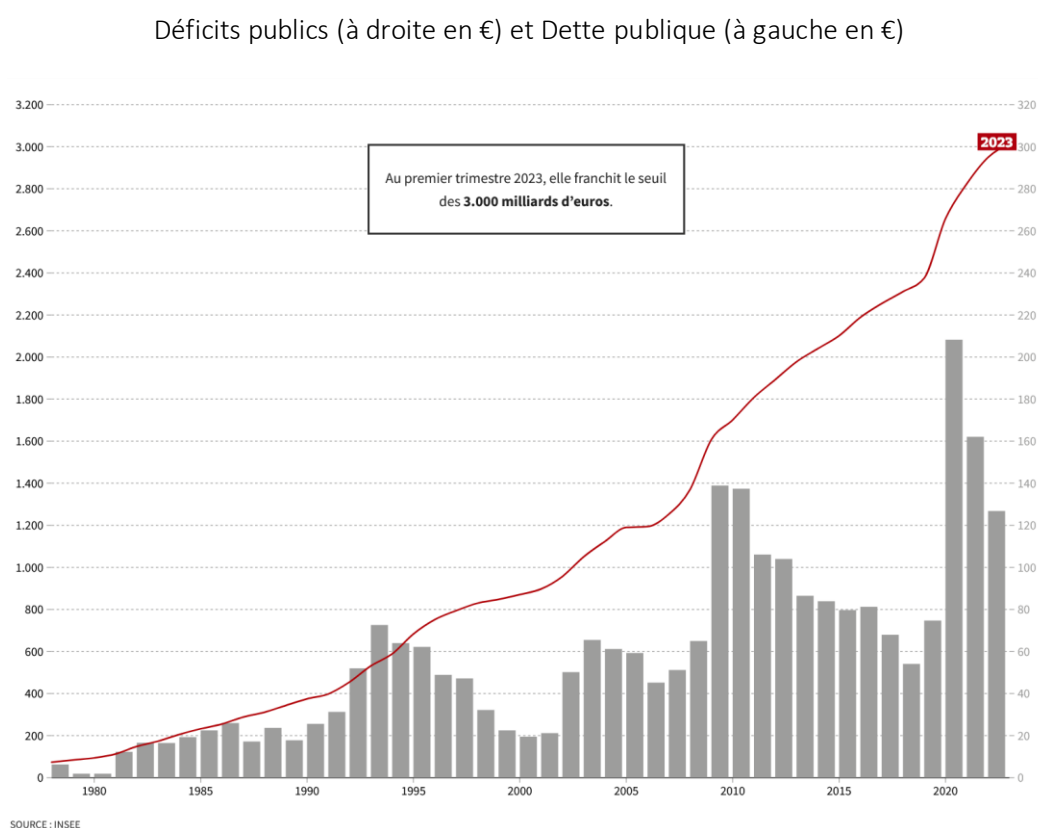
Cette inflation cumulée a impacté négativement (perte de pouvoir d'achat) tous les revenus non indexés à l'inflation alors même que toutes les dépenses suivaient l'évolution à la hausse des prix. En dépit des compensations partielles de l'Etat (énergie, augmentation du point d'indice), cet effet de ciseaux a touché de plein fouet tous les établissements de l'enseignement supérieur. Leur situation budgétaire s'en trouve dégradée fin 2023 et la construction de leur BI 2024 s'en trouve de fait aussi pleinement impactée.

L'augmentation du point d'indice de +3,5% de tous les agents publics depuis le 1^{er} juillet 2022 afin de compenser une partie de la perte de pouvoir d'achat des agents publics touche ainsi les établissements de l'enseignement public.

B – Impacts de l'accroissement du déficit et dette des Administrations Publiques (APU)

Ce contexte inflationniste inédit est concomitant à une forte dégradation du déficit des administrations publiques (APU) et, donc, à un très fort accroissement de la dette des APU.

Le déficit des APU est de 124 milliards d'euros et représente 4,8% du PIB en 2023. La dette de 3000 milliards d'euro représente 112 % du PIB



Cette dette publique pèse de plus en plus dans le budget de l'Etat. La charge budgétaire de la dette est prévue en 2024 à 52,2 milliards d'euros.

Ce poids croissant est aggravé par les taux auxquels la France emprunte à 10 ans. Ils ont fortement augmenté ces deniers mois. S'ils étaient proches de 0 % en 2021, ils évoluent aujourd'hui entre 3 et 3,5 %. Sur le long terme, le maintien de ces taux d'intérêts élevés risque d'alourdir nettement la charge de la dette.

C'est la raison pour laquelle, la baisse du déficit en 2024 et les prochaines années s'inscrit dans la trajectoire de rétablissement des comptes publics, avec un retour sous les 3% de déficit à horizon 2027. Pour Bercy, la maîtrise de la dépense sera partagée par l'ensemble des administrations publiques.

C'est donc dans ce contexte macro-économique complexe que s'inscrit le Projet de Loi de Finance 2024 (PLF) du gouvernement.

1.2 – Synthèse du volet du projet de Loi de Finances 2024 concernant le Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche (MESR)

A - Le contexte budgétaire de l'Enseignement Supérieur en France

Le projet de loi de Finances pour 2024, présenté en conseil des ministres le 27 septembre dernier, a été construit dans ce contexte de déséquilibres macro-économiques importants (inflation, déficits et dette) et avec la volonté de s'inscrire dans une trajectoire de rétablissement des comptes publics. Ce contexte va donc impacter de manière significative les marges de manœuvre et les choix de l'action publique de l'Etat.

Dans ce cadre, le projet de loi de Finances 2024 prévoit 26,6 milliards € pour le budget du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (en hausse de 1,2 milliards € par rapport à 2023). Il se répartit dans trois programmes principaux :

- le programme 150 - Formations supérieures et recherche universitaire, (15,23 milliards €)
- le programme 172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (8,2 milliards €)
- le programme 321 - Vie étudiante (3,3 milliards €)

B- Les décisions budgétaires impactant notre établissement

Pour 2024, le programme 150 - Formations supérieures et recherche universitaire - financera **une deuxième vague de déploiement de contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP)** de trois ans, avec 42 établissements, (après les 36 établissements de la vague 2023, dans laquelle s'était inscrite l'Université de Rennes). Chacune de ces vagues sera dotée d'une enveloppe de 100 M€. Sciences Po Rennes avec l'Université de Rennes ont fait partie de la première vague et ont obtenu 9 millions d'euros sur trois ans (Sciences Po Rennes 900 000 euros).

Les crédits dédiés à la politique de renforcement de l'attractivité des carrières scientifiques seront reconduits, notamment pour la diversification des voies de recrutement (création de nouvelles chaires de professeurs juniors), la revalorisation des contrats doctoraux et l'augmentation du nombre de contrats financés, la revalorisations statutaires et indemnitaires des enseignants-chercheurs. Sciences Po Rennes a déposé un projet de chaire de professeur junior dans le domaine des transitions.

Un deuxième appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » sera également lancé en 2024, avec une enveloppe de 700 M€, afin d'aider les établissements à adapter leur offre de formations aux besoins de la transition écologique et des filières en tension.

Le soutien à l'accueil des étudiants internationaux est maintenu avec l'objectif de 500.000 étudiants accueillis en 2027, notamment via le label « Bienvenue en France ». Sciences Po Rennes a pour objectif d'engager une démarche pour obtenir ce label.

Enfin, en complément du programme 231, des crédits seront alloués à la réforme et au renforcement des services de santé étudiante (SSE). Une action de renforcement du SSE a été intégrée et validée dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COMP) : recrutement d'un médecin, ouverture d'une permanence hebdomadaire sur le Campus centre.

Le programme 172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - finance les organismes nationaux de recherche qui collaborent avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le cadre des unités mixtes de recherche (comme le Laboratoire Arènes, UMR CNRS dont l'IEP est co-tutelle avec l'Université de Rennes et l'EHESP). Le programme 172 finance aussi l'Agence nationale de la recherche (ANR) et ses appels à projets.

Le programme 231 – Vie étudiante – donne la priorité en 2024 à la mise en œuvre de la réforme des bourses étudiantes. Cette réforme prévoit une augmentation du plafond de ressources de 6%, permettant une augmentation prévisionnelle de 35 000 étudiants boursiers et l'augmentation des échelons permettant à 140 000 boursiers actuels de basculer à un échelon de bourse supérieur. A Sciences Po Rennes, le taux d'étudiants boursiers s'élève à 28% des effectifs (hors alternance).

A la réforme des bourses s'ajoutent la reconduction du gel des loyers des résidences CROUS et la poursuite du dispositif des repas à 1€ pour les étudiants boursiers et précaires, et le maintien du tarif du repas à 3,30€ pour le reste des étudiants.

Une enveloppe de 25 millions € est prévue en 2024 pour engager une nouvelle tranche de réhabilitation de logements étudiants (objectif de 12 000 logements réhabilités d'ici 2027).

Le ministère ambitionne par ailleurs de renforcer les outils statistiques relatifs aux conditions de vie des étudiants afin d'assurer à ces derniers un accès facilité à leurs droits.

Des crédits supplémentaires sont prévus pour l'amélioration de l'accueil des étudiants en situation de handicap ou ayant des besoins particuliers, notamment sur l'organisation de la pédagogie.

Enfin, la Contribution de Vie Étudiante et de Campus (CVEC), portée à 100€ à la rentrée 2023 pour tenir compte de l'inflation, est maintenue pour financer l'amélioration des conditions de vie sur les campus, l'accès aux services médicaux et sociaux et le soutien à la vie culturelle et sportive.

II - Les projets de l'établissement dans un contexte macro-économique contraint et encore incertain

La période inflationniste de ces deux dernières années (+ 13 % d'inflation cumulée) a eu des répercussions négatives importantes sur les finances de notre établissement. En effet, toutes les dépenses de fonctionnement, et notamment celles qui sont contraintes (gaz, électricité, eau, papier, services ménage et gardiennage), ont augmenté à un rythme souvent supérieur au taux moyen d'inflation.

Ces répercussions ont été d'autant plus négatives que nos principales ressources (subvention pour charge de services public, droits d'inscription...) ne sont pas indexées au taux d'inflation ; elles diminuent en termes réels. De plus, dans ce contexte inflationniste, notre trésorerie, qui ne peut être placée sur des supports générateurs d'intérêts, perd également de son pouvoir d'achat. Cela a un impact négatif sur nos capacités d'investissement d'autant plus que le coût des travaux prévu doit être revu à la hausse.

Notre établissement a dû gérer cet effet de ciseaux en 2023 et revoir ses prévisions d'atterrissage pour fin 2023. Si en 2024, l'inflation devrait ralentir et s'établir à + 2,6 %, les prix ne devraient pas baisser mais seulement augmenter moins vite. La construction du budget 2024 de notre établissement doit donc tenir compte de ce contexte qui nécessite de trouver un nouvel équilibre financier à l'avenir.

Ce budget initial 2024 doit néanmoins permettre de poursuivre le déploiement le projet stratégique de l'établissement « 2020-2025 – *Voir plus loin, anticiper le monde de demain* » et de ses cinq grandes orientations :

- L'indispensable coopération institutionnelle
- L'incontournable transformation pédagogique
- L'impératif de recherche d'excellence
- La nécessité d'une vie étudiante épanouie et des conditions d'étude de qualité
- L'exigence de responsabilité sociétale et environnementale

Les principales caractéristiques du budget 2024 sont :

Un budget de responsabilité poursuivant la dynamique de développement
Maintien des droits d'inscription constants depuis 2019 dans un contexte d'inflation
Une subvention pour charge de service public en augmentation
Consolidation des ressources propres
Création de quatre nouveaux parcours de 5A en alternance et de deux chaires
Une maîtrise des dépenses de fonctionnement pour compenser l'inflation
Une volonté de stabiliser la situation de la masse salariale
Poursuite du financement d'une vie étudiante dynamique
Un plan d'investissement ambitieux (bibliothèque, économies d'énergie, qualité de vie)
Une restructuration du pôle finance et un déploiement de procédures
Un budget construit dans une logique de pluriannualité
Un budget respectant les principes de la sincérité budgétaire

2.1. L'indispensable coopération institutionnelle

L'établissement public expérimental (EPE) "Université de Rennes" a été officiellement créé par décret le 1er janvier 2023. Il regroupe six établissements : l'ex-Université de Rennes 1, l'INSA Rennes, l'EHESP, l'ENSCR, l'ENS Rennes et Sciences Po Rennes. Son objectif est de développer une politique de site, en facilitant l'hybridation des formations entre les établissements et en menant certaines politiques communes (réponses aux appels à projets, promotion à l'international, etc.). En tant qu'établissement-composante, Sciences Po Rennes continue de disposer de sa personnalité juridique et morale, et participe aux instances de gouvernance de l'Université de Rennes.

Cette dynamique collective a permis la négociation avec le Ministère d'un Contrat d'Objectifs et de Moyens (COMP) ambitieux et structurant pour l'Université de Rennes et notre établissement. Sciences Po Rennes sera pilote de trois projets (élargissement du festival Nos Futurs, formations répondant aux compétences et métiers d'avenir, et création d'une chaire de recherche), avec une subvention publique de **900K € sur trois ans**, qui permettront notamment trois recrutements (ingénieur d'étude, ingénieur de recherche, ingénieur pédagogique). Notre établissement a reçu un premier versement (450K €) représentant 50 % du montant total en novembre 2023 et, un 2^{ème} versement de 270K €, en 2024. Ces versements auront un impact sur le montant du fonds de roulement fin 2023 et sur le montant de la subvention pour charge de service public de 2024.

Ces dernières années ont été marquées par une recherche active de fonds publics complémentaires notamment pour les projets d'investissement. Ces négociations ont permis d'obtenir en décembre 2022 une augmentation de la subvention pour charge de service public notamment pour un financement soclé sur le Titre 3 de trois postes d'administratifs catégorie A. Nous avons également obtenu deux postes d'enseignants sur le Titre 2. Cet appui ministériel est complété par une aide des collectivités territoriales sur les projets bibliothèque (Conseil départemental 35, Rennes Métropole), d'extension du Campus des Transitions (Région Normandie, Caen la Mer, Département du Calvados), de démocratisation (Rectorat de Rennes, Région Bretagne, région Normandie), d'installation d'un Moovy Market pour la restauration des étudiants le midi (CROUS Bretagne) et le soutien aux projets du Campus des Transitions (Région Normandie).

Depuis juillet 2023, Sciences Po Rennes assure pour une année la Présidence du Réseau ScPo qui regroupe sept IEP de Région (Lille, Rennes, St Germain, Strasbourg, Lyon, Aix, Toulouse). Cette année de Présidence mobilise plusieurs pôles, à commencer par le Pôle formations chargé de la coordination du Concours Commun d'entrée 2024 mais aussi le Pôle Communication en charge des événements communs (conférence de presse, événement autour de la démocratisation...) et le pôle informatique. Sciences Po Rennes assure les dépenses liées à ces activités (200K) mais aussi Sciences Po Rennes percevra tous les droits des inscrits au concours commun via Parcoursup. Cela nécessite la création « d'un compte de tiers » afin de gérer au mieux cette activité exceptionnelle en 2024. Le développement d'un campus numérique des transitions, élaboré en partenariat avec le CNED, devrait constituer l'un des projets marquants de cette année de présidence, avec une coordination du groupe de travail inter-Sciences Po par le Campus des Transitions à Caen. La convention avec le CNED permettra à tous les élèves de Sciences Po, aux élèves de terminal des lycées du programme de démocratisation et aussi aux personnels de bénéficier gratuitement de la formation le « Le B.A.-BA du climat et de la biodiversité ». Cette formation en ligne et certifiante permet d'acquérir les connaissances fondamentales sur le changement climatique et la biodiversité.

L'année 2024 sera également une année de déploiement de conventions-cadres signées avec des partenaires du territoire. Un parcours hybridant les compétences d'ingénieur agronome et de Sciences Po est actuellement en réflexion avec l'Institut Agro Ouest Rennes Angers et pourrait être lancé à la rentrée 2024-2025. Le parcours de 5^{ème} année en alternance imaginé avec l'Ecole de Design de Nantes (design des politiques publiques) sera également ouvert à la rentrée prochaine. La convention récemment signée avec l'Institut National Supérieur de l'Enseignement Artistique et Culturel (INSEAC) constitue également le socle à de futures actions communes, à commencer par l'ouverture du parcours de 5e année en alternance Transitions culturelles. Sciences Po Rennes a été élu membre du Conseil d'administration de Relais d'Sciences qui administre le Dôme, ce qui permettra une meilleure connexion institutionnelle dans le cadre de la préparation de l'extension du Campus de Caen au sein de ce centre de médiation scientifique, situé sur la Presqu'île de Caen.

Sur le plan international, l'établissement initie de nouveaux partenariats d'universités. Un parcours « études parlementaires » sera ouvert avec l'Université du Luxembourg dont la 5^{ème} année se fera au

Luxembourg. Un nouveau partenariat est en cours de construction avec l'Université de Sherbrooke au Québec en lien avec le parcours RESSP de la mention Politiques Publiques. Une négociation est en cours avec l'Université Catholique du Chili. Les mobilités internationales des étudiants sont soutenues financièrement par le programme Erasmus, le Ministère ("bourses AMI") et les bourses FEMI et FSI, propres à Sciences Po Rennes.

2.2- L'incontournable transformation pédagogique : ouverture de nouveaux parcours pour compléter l'offre de formations

Depuis plusieurs années, notre établissement axe sa transformation pédagogique autour de deux dimensions : la dématérialisation par le numérique (lancement de la plateforme Moodle) et la création d'enseignements autour des transitions. En 2023-2024, un cycle d'enseignement sur le monde vivant sera proposé aux étudiants. Il portera sur la question de l'eau pour la promotion de 1^{ère} année, sur la question des sols et des forêts pour la promotion de 2^{ème} année, et sur la question énergétique pour la promotion de 4^{ème} année.

Le budget 2024 intègre la création de quatre nouveaux parcours (dont trois en alternance) qui permettront de compléter l'offre de formation de Sciences Po Rennes dans quatre domaines : les transitions culturelles, les relations internationales, prepa-INSP-6^{ème} année et le design des politiques publiques (à Nantes). Ces quatre nouveaux parcours s'ajoutent à ceux en alternance ouverts en 2023 : Gouvernance des solidarités et territoires (GSOT) et Gouvernance des Métropoles Maritimes (GMM) à Brest.

La création de ces nouveaux parcours permettra également la poursuite du développement des formations en alternance et de la formation continue. Cette dynamique sera renforcée par le passage en alternance du parcours Sécurité, Défense et Intelligence Stratégique (SEDEFI) qui sera effectif à la rentrée 2024. Cette approche permet de renforcer la professionnalisation des formations du cycle 2 et de développer les ressources propres. Votée en CA au premier semestre 2023, le programme de formation continue des élus sera également lancé en 2024. La VAE continue à être développée.

Dans le cadre des actions financées par le COMP et portées par Sciences Po Rennes, une réflexion est menée sur des formations hybrides et décroisées permettant de former des professionnels des secteurs publics et privés pour piloter la transition écologique. Le défi est de former des futurs professionnels capables à la fois d'innover, de s'adapter, de mesurer, d'évaluer, de mettre en perspective et de prévoir dans un cadre multiscalaire et avec une vision à 540°. Une grande diversité de métiers en devenir sont ainsi pressentis dans le domaine de « l'ingéniosité territoriale ». Pour y parvenir, l'ambition de ce projet est de coopérer entre les grandes écoles du site : Sciences Po Rennes, INSA Rennes, EHESP, ENS Rennes, Institut Agro Rennes-Angers. Ce projet consiste notamment à créer un double-diplôme Sciences Po Rennes/Institut Agro Rennes-Angers sur le modèle du modèle INSA-Sciences Po.

L'exercice 2024 sera également marqué par la poursuite des créations de postes d'enseignants et la revalorisation des intervenants extérieurs. Aujourd'hui, près de 500 vacataires interviennent à Sciences Po Rennes, particulièrement dans le deuxième cycle et sont rémunérés en heure TD. Le budget 2024 intègre sur fonds propres la revalorisation des heures TD décidée par le ministère et liée à l'inflation, pour un montant total de 10K annuel. Le budget 2024 intègre deux créations de poste obtenus en décembre 2023 dans le cadre du dialogue stratégique de gestion, ainsi que deux mi-temps de maîtres de conférences associés qui seront recrutés sur fonds propres.

Le développement de la maquette pédagogique est dynamique mais s'effectue à droits constants pour les étudiants. Une hausse des tarifs des parcours en alternance est envisagée pour la rentrée 2024, elle serait supportée par les OPCO et les entreprises, et non par les étudiants.

2.3- Recherche : ouverture de deux nouvelles chaires de recherche

Concernant la Recherche, Sciences Po Rennes continuera à déployer en 2024 son projet scientifique 2020-2025. Suivant les recommandations de l'HCERES, l'établissement a mis en place une structuration de l'appui à la recherche, en lui dédiant une partie des missions d'un de ses agents catégorie A. Deux nouvelles chaires de recherche seront lancées en 2024, reprenant le modèle de la Chaire Territoires et Mutations de l'Action Publique (TMAP) qui poursuit son développement.

Le Conseil d'Administration a voté en octobre 2023 la création de la Chaire Mer, Maritimité et Maritimisation du Monde (4M). Cette chaire vise à mieux appréhender, du point de vue des sciences politiques, l'objet de la maritimisation du monde à travers différents enjeux : géopolitiques, économiques, écologiques. Des partenariats publics et privés seront noués en 2024 afin de permettre à la Chaire de financer ses activités.

Dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens (COMP) signé avec le Ministère, une autre chaire, Chaire interdisciplinaire de recherche et de formation : « Agir pour préserver l'habitabilité de la Terre : le métabolisme territorial au cœur d'une action publique réinventée », sera officiellement lancée en 2024. Le « métabolisme territorial » constitue un champ de recherche et un cadre de réflexion permettant à l'action publique d'envisager le développement et la gestion soutenable des territoires dans le souci de plus de sobriété, de décarbonation, de concertation et de solidarités. Le « métabolisme territorial » représente, en effet, l'ensemble des flux de matières et d'énergie nécessaires au territoire, qu'ils soient importés, transformés, transportés, exportés ou rejetés dans l'environnement. Ces connaissances peuvent ainsi constituer un point de départ de mise en place de nouvelles politiques publiques territoriales, un levier d'action des transitions (gestion durable des ressources, sobriété, économie circulaire...). La chaire fondera ses réflexions sur des changements de paradigmatiques pour rénover l'action publique notamment à travers l'inclusion de l'ensemble des vivants (humains et non humains) comme acteurs des transitions.

Sciences Po Rennes a également été lauréat de plusieurs appels à projets dont un POPSU (Plateforme d'Observation, des Projets et des Stratégies urbaines) dédié aux transitions porté par la Chaire TMAP. Un programme culturel intitulé l'Agora des transitions a été lancé à Caen cette année pour fédérer la société civile autour du concept d'écologie culturelle.

Plusieurs colloques sont également prévus :

- un projet de colloque "Premières rencontres internationales de la Tiny House", par le Campus des Transitions
- un projet de colloque "Tiers lieux et politiques de solidarité" suite au programme financé par le dialogue stratégique de gestion
- l'école d'Été de la Chaire Territoires et Mutations de l'Action Publique

2.4- Des investissements au service de la qualité de vie étudiante

Le budget 2024 contient plusieurs investissements importants en faveur de la qualité de la vie étudiante. Les travaux de rénovation de la bibliothèque du site Duchesse Anne seront lancés à l'été 2024, avec pour perspective d'offrir des lieux pensés pour les nouveaux usages à l'horizon de décembre 2025. Le

choix de l'architecte et le début des travaux se traduiront par des flux financiers importants sur le budget 2024. Après la rénovation de l'amphithéâtre Erasme, un investissement est budgété afin d'améliorer la sonorisation de l'amphi Lanjuinais et mettre des prises électriques dans l'amphithéâtre Arendt pour les ordinateurs. L'achat de casiers et de nouveaux arceaux pour les vélos permettra de faciliter la pratique du sport et les mobilités douces dans la ville.

Les moyens obtenus dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COMP) permettent de pérenniser l'événement Nos Futurs sur trois ans, avec le recrutement d'une fonction d'ingénieur pédagogique.

Le soutien au développement de la pratique associative se poursuit, avec une extension au vendredi après-midi des disciplines sportives jusque-là proposées le jeudi aux Cadets.

Le développement volontariste de l'emploi étudiant se poursuit au sein de l'établissement, avec le recrutement cette année de trois moniteurs communication, de deux moniteurs des étudiants internationaux, et l'extension du plafond d'heure des étudiants relais santé et des tuteurs solidaires. Une attention particulière est apportée au développement des emplois étudiants sur le Campus de Caen.

Une expérimentation des horaires d'ouverture de la bibliothèque est menée pendant la période d'examens. Un bilan sera fait afin d'envisager sa pérennisation en 2024.

Comme chaque année, l'établissement continuera à financer la vie étudiante bien au-delà de la CVEC attribuée à l'établissement par le CROUS.

2.5- Une politique de RSE dynamique

Les précédents exercices ont été marqués par le déploiement des travaux de rénovation thermique, de mise en accessibilité des locaux du site Duchesse Anne et de leur connexion au réseau de chaleur de Rennes Métropole. Les travaux qui débutent en 2024 permettront d'étendre cette rénovation aux bâtiments de la Bibliothèque.

Cet exercice budgétaire 2024 est l'occasion de poursuivre cette dynamique d'économie d'énergie à travers deux actions prévues dans le plan de sobriété : l'installation de thermostats sur les radiateurs (80 000 €) et la mise en place de panneaux solaires sur les toits de certains bâtiments (60 000 euros). Ce dernier investissement permettrait une autonomie énergétique (électricité) de l'établissement (économie de 75 000 €). Ces actions s'inscrivent dans la démarche DDRS lancée en 2023 et qui aboutira à une liste d'initiatives complémentaires (bilan carbone, amélioration du recyclage des déchets, plan de mobilité...).

La démarche Qualité de Vie au Travail (QVT) sera poursuivie avec pour objectif de mettre en place l'ensemble des actions définies. Le plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles est pérennisé avec l'objectif de continuer à l'améliorer en dialogue avec les étudiantes et étudiants et l'ensemble des parties prenantes.

Le programme de démocratisation poursuit son développement, avec une hausse des établissements concernés. Le nombre de lycées professionnels est passé de 2 à 10 en l'espace de deux ans, avec une extension à la Région Normandie. Sur un plan global, le programme de démocratisation PEI, qui s'adresse aux collèges et aux lycées conventionnés, concerne désormais 340 élèves de lycées généralistes, 450 collégiens, et 115 élèves de lycées professionnels. Notre programme représente la

plus grande « cordée de la réussite » du Grand ouest et est fortement soutenue par le Rectorat de l'académie de Rennes.

2.6- Une vision de long terme : poursuivre la structuration de l'établissement

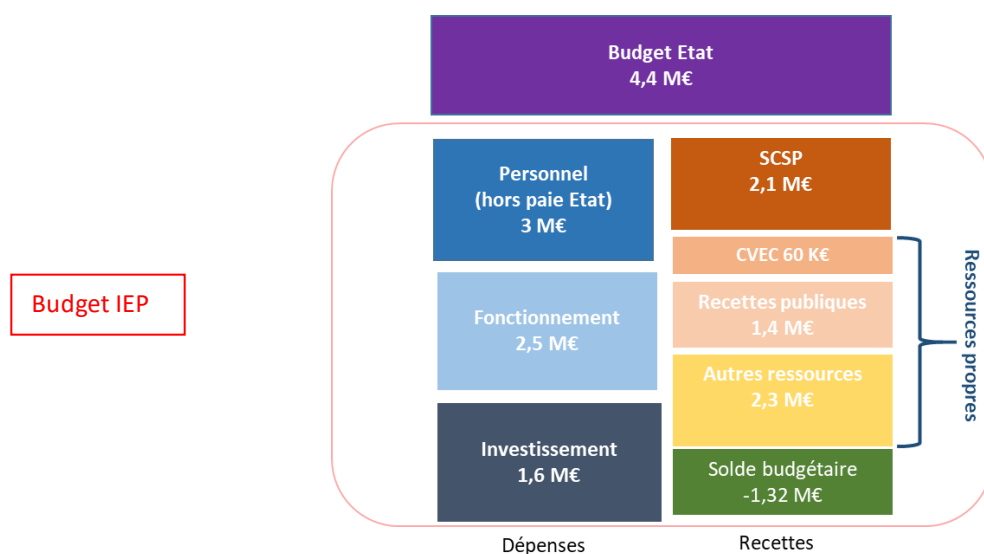
L'établissement poursuit son développement à l'échelle du Grand Ouest avec la rénovation du site Duchesse Anne (Cloître, Amphis, Bibliothèque) et l'extension à venir du Campus de Caen (projet avec le Dôme). Ces projets ont été accompagnés financièrement par l'Etat et les Collectivités territoriales. L'ouverture de parcours à Brest (en 2023) et à Nantes (en 2024) complètent ce projet interrégional. 2024 sera l'occasion d'avancer dans la gestion par l'IEP du bâtiment de l'IPAG et ainsi d'optimiser l'occupation des salles.

Pour soutenir ce développement dynamique, une structuration des fonctions supports de l'établissement a été engagée en 2023. Les pôles RH, Finances et Communication ont été renforcés (4 agents par pôle), ainsi que l'équipe du Campus des Transitions. Le recrutement de deux enseignants a été rendu possible par un dialogue fructueux avec le Rectorat et le Ministère. Le COMP permettra le recrutement d'un ingénieur pédagogique, d'un ingénieur de recherche et d'un ingénieur d'études au cours de l'exercice 2024.

L'amélioration du fonctionnement inclut également la structuration des procédures. La mise en place d'une délégation de signature, d'une procédure voyage, d'une procédure de gestion des vacataires, la refonte de la structure budgétaire ainsi que la mise en place d'un intranet ont également pour but de faciliter ce changement d'échelle. L'objectif est une meilleure lisibilité et un meilleur pilotage de l'exécution du budget 2024. Une attention particulière sera portée sur le développement des ressources propres.

III - Présentation du budget 2024

Le budget de Sciences Po Rennes, établissement public administratif (EPA) non RCE (Responsabilités et Compétences Elargies), se compose de deux parties : un budget directement géré par l'Etat (la masse salariale des fonctionnaires titulaires) et un budget géré par Sciences Po Rennes.



Dans un contexte national inflationniste (+13% en deux ans), le **Budget initial 2024** (dépenses et recettes d'investissement incluses) s'établit à **7 107 K€** en dépenses (crédits de paiement) et à **5 786 K€** en recettes attendues. La prévision du solde budgétaire (**qui inclut les dépenses d'investissement**) est établie à **- 1 321 K€** (tableau 2).

En comptabilité patrimoniale, la prévision du résultat s'établit à **-323 K€** et une insuffisance d'autofinancement de **- 51 K€**. **Une diminution sur le fonds de roulement de 1007 K€ et un fonds de roulement qui s'établira à 2310 K€ (tableau 6).**

Dans le cadre du projet d'établissement (2020-2025), Sciences Po Rennes s'inscrit dans une trajectoire de développement dynamique (augmentation du nombre de parcours, création de chaires, déploiement du programme de démocratisation, numérisation de la pédagogie, développement de la vie étudiante...). Ce développement s'est accompagné par une hausse des heures d'enseignement, des fonctions support, et des dépenses de fonctionnement.

En dépenses, le budget 2024 se caractérise par une consolidation de la masse salariale et une prise en compte de l'inflation qui pèse sur toutes les dépenses de fonctionnement. Le projet bibliothèque explique en très grande partie le solde budgétaire déficitaire, dans une logique pluriannuelle d'investissement.

Le résultat s'explique par des prévisions de recettes prudentes (droits d'inscription, recettes de formation continue...). Celles-ci restent à développer pour atteindre un modèle financièrement soutenable.

Les leviers pour atteindre cette soutenabilité sont de deux ordres : le développement des ressources (A) et la maîtrise des dépenses (B).

- **Pour les recettes : le dialogue avec l'Etat et le développement des ressources propres.**

Le dialogue stratégique avec notre tutelle sera poursuivi sur la base de notre contrat d'établissement afin d'obtenir une trajectoire de rattrapage en moyens humains et financiers au niveau d'établissements comparables mais mieux dotés. Il s'agit donc d'agir à la fois sur le budget Etat en demandant la création de nouveaux postes mais aussi sur la SCSP. Cela permettra de s'inscrire dans une trajectoire de rattrapage par rapport aux autres IEP qui disposent de plus d'emplois permanents par étudiant.

Des premiers résultats ont été obtenus qui impactent l'élaboration du budget initial 2024 : emplois sur le titre 2, obtention d'un COMP ambitieux, financements pérennes sur le titre 3, compensation financières de la gratuité des droits d'inscription pour les boursiers.

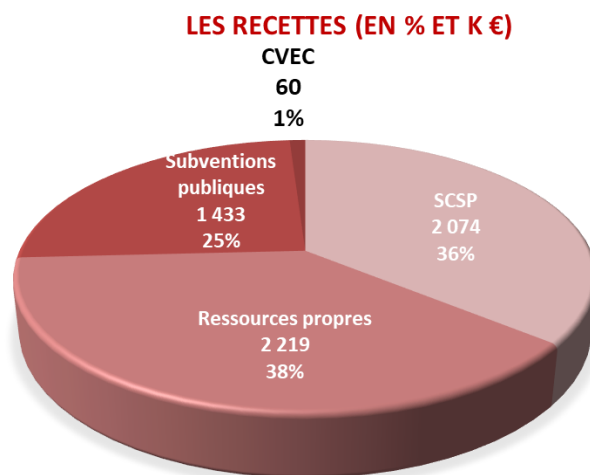
En 2024, l'effort de l'IEP pour faire progresser ses recettes devra être poursuivi – notamment par le développement de l'alternance et de la formation continue (VAE, Formation des élus) mais également par la recherche de nouvelles sources de financement auprès de nos partenaires publics et privés.

- **Sur le volet dépense, il a été demandé aux services de maîtriser leurs dépenses en fonctionnement et viser la stabilité de la masse salariale.**

Le détail de ce budget est expliqué ci-après.

3.1. Les recettes : une consolidation des recettes propres attendues

Les recettes prévues pour 2024 s'établissent à un montant de **5 786 K€** qui se répartissent de la façon suivante.



La subvention pour charge de service public (SCSP), accordée chaque année par le Ministère à l'établissement représente 36% de l'ensemble des recettes. Le reste des ressources (subventions ponctuelles et ressources propres) dépend de la formation professionnelle et de la capacité de l'établissement à convaincre ses partenaires public et privés sur des projets.

La trajectoire des recettes s'établit comme suit :

Répartition des recettes	CF 2021	CF 2022	BR 2023	BI 2024
Subvention pour charges de service public	1 608 K€	1 311 K€	2 062 K€	2 074 K€
Autres financements de l'Etat	95 K€			-
CVEC	70 K€	49 K€	80 K€	60 K€
Autres financements publics	832 K€	922 K€	928 K€	1 433 K€
Recettes propres	2 160 K€	2 193 K€	2 622 K€	2 219 K€
TOTAL RECETTES	4 766 K€	4 476 K€	5 692 K€	5 786 K€

En 4 ans les recettes ont augmenté d'un million d'euros dont la moitié est d'origine publique. Cela est le fruit d'un dialogue constant avec le ministère et les collectivités.

La dynamique des ressources propres est consolidée. Il s'agit désormais de l'accentuer encore dans les deux prochaines années par l'ouverture de nouveaux parcours en alternance et le développement de la formation continue.

Voici quelques exemples de recettes :

- **Les recettes liées à la formation**

- Droits du diplôme

Les droits progressifs d'inscription sont prévus à hauteur de 1200 K€, moyenne observée ces 4 dernières années. Les droits restent constants ces trois dernières années et le resteront en 2024.

- Formation professionnelle

Les recettes liées à l'alternance (apprentissage et contrats de professionnalisation), formations continues (VAE, formation des élus), formations courtes sont attendues en hausse. Elles devraient s'élever à 1000 K€, due à l'ouverture de 4 parcours supplémentaires en alternance et l'augmentation globale des apprenants extérieurs sur l'ensemble des parcours. Par ailleurs, une hausse du montant de la participation des entreprises, non intégrée à cette prévision de recette, est proposée.

- **Les recettes liées à la recherche**

La Chaire TMAP consolidera ses partenariats historiques qui ont actés lors de la renégociation des conventions triennales une augmentation de leur contribution. Le montant des subventions attendues en 2024 pour les activités de la Chaire et l'Ecole d'été est de 96 K€.

La chaire « habitabilité de la terre et métabolisme des territoires » disposera d'un financement dans le cadre du COMP dont le financement d'un ingénieur de recherche : 450K sur trois ans.

La chaire « Mer, Maritimité, Maritimisation du Monde » (4M) bénéficiera d'une subvention de 15 000 € en 2024.

- **La vie étudiante**

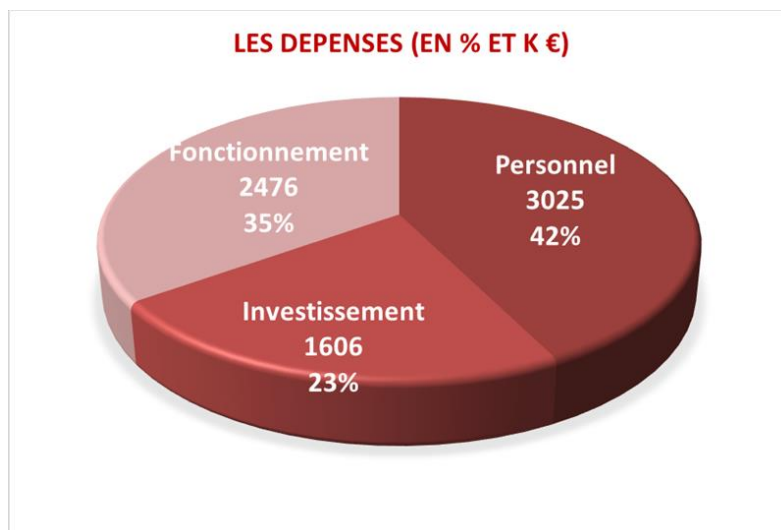
- Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)

La CVEC a été instituée par la loi Orientation et Réussite des Etudiants (ORE) s'est établie en 2023 à environ 70 K€. Le montant inscrit pour 2024 est de 60 000€ (hypothèse basse). Ce montant pourra être abondé dans l'année au vu des péréquations qui seront faites par le CROUS. Sciences Po Rennes alloue une somme globale supérieure (environ 140 K€).

3.2. Les dépenses : en 2023, un effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, de stabilité de la masse salariale et une volonté d'investissement

Les budgets des établissements d'enseignement supérieur soumis à la comptabilité budgétaire prévoient la répartition des dépenses en trois enveloppes : personnel, fonctionnement et investissement.

Les dépenses se répartissent de la façon suivante :

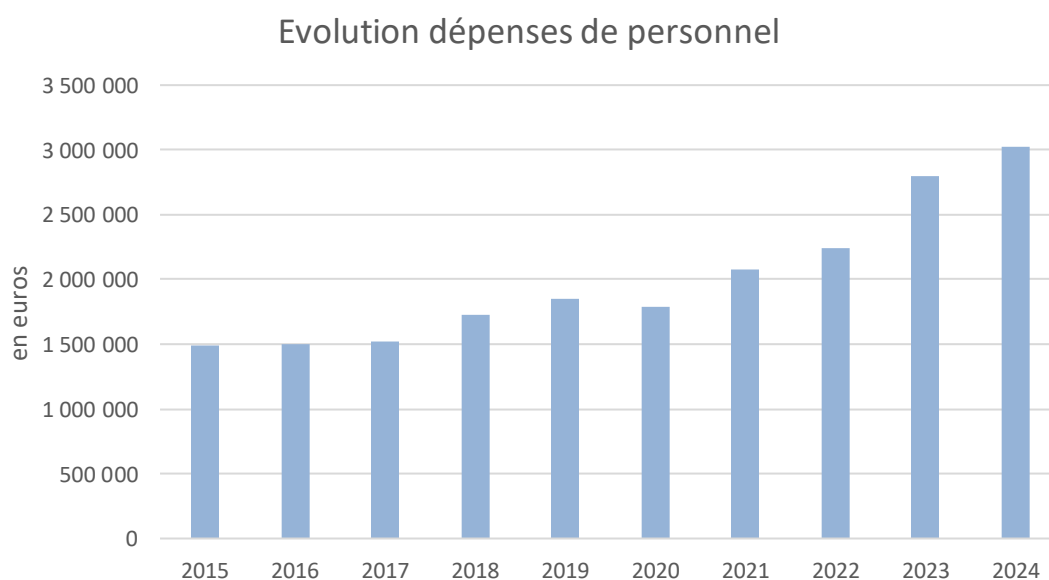


Pour la première fois, l'investissement représente près d'un quart des dépenses (hors enveloppe Etat).

Répartition des dépenses	CF 2021 en CP	CF 2022 en CP	BR 2023 en CP	BI 2024 en CP
Dépenses de fonctionnement	1 923 K€	2 060 K€	2 840 K€	2 476 K€
Dépenses de masse salariale	1 989 K€	2 237 K€	2 853 K€	3 025 K€
Dépenses d'investissement	360 K€	423 K€	667 K€	1 606 K€
TOTAL DEPENSES	4 272 K€	4 720 K€	6 361 K€	7 107 K€

La trajectoire des dépenses globale nécessite un examen de chacune des trois enveloppes.

3.2.1. – L'enveloppe « Personnel » revalorisée



Les dépenses de personnel assumées par l'IEP s'inscrivent dans une trajectoire de hausse, accompagnant le développement de l'établissement.

	CF 2021	CF 2022	BR 2023	BI 2024
Recettes totales établissement	4766	4476	5692	5786
Masse salariale établissement	1989	2237	2853	3025
MS/RT en %	41,7	50,0	50,1	52,3

La dynamique des dépenses de personnel est plus forte que celle de l'ensemble des recettes de l'établissement.

En 2024, si on ajoute les 4,4 millions d'euros de l'enveloppe personnel Etat aux 3,025 millions de la masse salariale gérée par l'IEP, les dépenses de personnel représentent 74% des dépenses courantes (9,9 millions hors investissement). La masse salariale moyenne des établissements d'enseignement supérieur du public s'établissant autour de 80%.

Il convient néanmoins d'accélérer la croissance des recettes propres tout en maîtrisant la masse salariale assumée par l'établissement.

En matière de dépenses de personnel, l'exercice 2023 a été bien maîtrisé alors même qu'il était volontairement ambitieux. Il s'agissait de créer des postes et de recruter sur des fonctions supports, de mettre en œuvre les nouvelles lignes directrices de gestion (Loi de Programmation de la Recherche). Cet exercice 2023 a aussi été marqué par une conjoncture peu favorable aux employeurs publics, un marché de l'emploi qui favorise les mobilités sortantes et complique les recrutements, ce qui a contraint l'établissement à se repenser en terme d'attractivité. Enfin, les mesures gouvernementales qui se sont imposées à l'établissement pour soutenir le pouvoir d'achat des agents de l'Etat a eu un fort impact sur nos dépenses alors même que les compensations envisagées à ce stade sont partielles.

Dans ce contexte, le volet dépenses de personnel de ce BI 2024 se veut responsable en s'inscrivant dans une **stabilisation du plafond d'emplois et des dépenses** pour les besoins permanents de l'établissement. Il tient compte du nouveau Contrat d'Objectifs de Moyens et de Performance (COMP) signé entre la tutelle et l'EPE Université de Rennes, contrat qui permet la création de trois emplois sur les trois projets financés pour l'IEP.

Les dépenses sous plafond devraient donc être en augmentation de **208 000 €** en 2024 par rapport à la prévision de réalisation de 2023. Cette hausse proviendrait principalement de la création de ces trois emplois financés pour les projets du COMP, à raison de 60 000 € par emploi et par an en coût chargé. Mais dans l'immédiat, pour ce BI, les trois emplois et cette masse salariale sont positionnés hors plafond. Les dépenses de personnel sous plafond sont donc stables (+ 28 000€) et le plafond d'emplois inchangé (22 emplois).

Les dépenses hors plafond devraient être stables en 2024 par rapport à 2023 (+ 7 000 €).

En conclusion, le volet dépenses de personnel de ce BI 2024 s'établit 3 025 000 €, soit une augmentation de 171 609 € par rapport au dernier budget rectificatif de 2023, hausse imputable à la création des trois emplois financés dans le COMP. Le plafond d'emplois global reste inchangé à 46, avec trois créations dans le cadre du COMP et trois suppressions de postes financés sur nos ressources propres (hors plafond).

3.2.2. – Des dépenses de fonctionnement maîtrisées

Les dépenses de fonctionnement sont inscrites au Budget Initial 2024 à hauteur de **2 668 K€** en AE et **2 476 K€** en CP.

Répartition des dépenses	CF 2021 en CP	CF 2022 en CP	BR 2023 en CP	BI 2024 en CP
Dépenses de fonctionnement	1 923 K€	2 060 K€	2 840 K€	2 476 K€
Dépenses de masse salariale	1 989 K€	2 237 K€	2 853 K€	3 025 K€
Dépenses d'investissement	360 K€	423 K€	667 K€	1 606 K€
TOTAL DEPENSES	4 272 K€	4 720 K€	6 361 K€	7 107 K€

Comme l'indique le tableau ci-dessus, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 20% entre 2021 et 2024. Cette hausse s'explique d'une part par l'inflation, notamment dans le domaine « Pilotage et support » avec la hausse des frais généraux (fluides, sécurité, ménage...). Elle s'explique aussi par des dépenses supplémentaires au service de la pédagogie (numérique, RSE, vie étudiante).

Un travail d'analyse de l'ensemble des dépenses de fonctionnement a été initié par les services. A cette occasion, chaque pôle a été invité à réexaminer les dépenses récurrentes à la baisse. Tous les marchés publics feront notamment l'objet d'un réexamen afin de diminuer les coûts lorsque cela est possible.

Une refonte de l'arborescence budgétaire et des délégations de signature a été entreprise en 2023 pour mieux imputer les dépenses par grande thématique et mieux piloter au quotidien l'exécution du budget. Des procédures d'amélioration continue du traitement des dépenses et des recettes ont été mises en places en même temps que le renforcement des effectifs du pôle finances (doté pour la première fois de quatre personnes).

Par ailleurs, une évaluation en coûts complets des formations doit être conduite à l'avenir afin de mieux piloter l'offre de formation, dans un contexte contraint.

L'ensemble de ces éléments doit nous permettre de mieux maîtriser l'évolution de nos dépenses de fonctionnement afin que celles-ci évoluent à un rythme inférieur à celui de nos recettes propres.

3.2.3. – Une programmation ambitieuse en investissement

Pour 2024, il est proposé un montant de **1 606 K€** en investissement, comprenant :

- Le démarrage des travaux de refonte de la bibliothèque (l'essentiel de la dépense avec 1200K€ en CP)
- La poursuite de travaux de réduction des consommations énergétiques
- La rénovation des amphithéâtres Lanjuinais (son) et Arendt (électrification)
- La rénovation des bureaux des enseignants

3.3. Les équilibres financiers

La présentation GBCP fait apparaître trois équilibres distincts, détaillés ci-après :

3.3.1. - L'équilibre budgétaire (tableau 2)

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			
DEPENSES			RECETTES
	Montants		Montants
	AE	CP	
Personnel	3 025 000	3 025 000	5 786 331 Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>			2 074 402 Subvention pour charges de service public
			- Subvention pour charges d'investissement
			- Autres financements de l'Etat
			60 000 Fiscalité affectée
Fonctionnement	2 668 449	2 476 499	1 433 227 Autres financements publics
			2 218 702 Recettes propres
Intervention	-	-	
			- Recettes fléchées*
			- Subvention pour charges d'investissement fléchée
			- Autres financements de l'Etat fléchés
Investissement	4 083 419	1 606 062	- Autres financements publics fléchés
			- Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	9 776 868	7 107 561	5 786 331 TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)			1 321 230 SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les prévisions de recettes et les crédits de paiement en dépenses (investissement compris). Il s'établit à **-1321 K€** en prévision 2024. Ce solde négatif s'explique par l'opération bibliothèque.

Cela explique une partie importante de la diminution du fonds de roulement.

3.3.2. - L'équilibre financier (tableau 4)

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			
BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	1 321 230	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>			<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>			<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	3 000 768	2 748 926	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)			Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	4 321 998	2 748 926	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	1 573 072	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	-	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	-	1 573 072	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	4 321 998	4 321 998	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Les éléments du tableau « équilibre financier permettent de totaliser non seulement les opérations budgétaires, mais aussi les opérations non budgétaires ayant un impact, positif et/ou négatif, sur la trésorerie de l'établissement. Par différence entre les deux, on détermine la variation nette de trésorerie sur l'exercice. Pour 2023, l'équilibre financier s'établira par un prélèvement sur la trésorerie d'un montant de **1573 K€**. Ce différentiel s'explique également par l'opération bibliothèque.

3.3.3.- L'équilibre patrimonial (tableau 6)

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel/exécuté*

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	2 983 000	Subventions de l'Etat	2 074 402
<i>dont charges de pensions civiles**</i>		Fiscalité affectée	60 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	2 476 499	Autres subventions	783 227
Intervention (le cas échéant)		Autres produits	2 218 702
TOTAL DES CHARGES (1)	5 459 499	TOTAL DES PRODUITS (2)	5 136 331
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	Résultat : perte (4) = (1) - (2)	323 168
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	5 459 499	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	5 459 499

* Le compte de résultat prévisionnel est présenté pour le budget initial et le(les) budget(s) rectificatif(s). Le compte de résultat exécuté est présenté pour le compte financier.

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants
Résultat de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 323 168
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	280 095
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	8 143
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 51 216

L'équilibre patrimonial correspond aux charges et aux produits calculés. **Le projet de budget initial fait apparaître un résultat prévisionnel négatif de -323 168 €**

On déduit la capacité ou l'insuffisance d'autofinancement (CAF) de cet équilibre patrimonial (en excluant les amortissements). La CAF permet de déterminer le montant de la trésorerie potentielle qui est généré par l'établissement dans le cadre de son activité et lui permettant d'assurer son financement. Pour 2024, l'insuffisance d'autofinancement est évaluée à **-51216 €**.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	- 1 007 278
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	565 794
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 1 573 072
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	2 310 045
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	867 237
Niveau final de la TRESORERIE	1 442 808

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	22	24	46

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) : 22 (En attente d'une notification complémentaire de 3 emplois temporaires pour COMP => dépenses et emplois positionnés hors plafond)

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	22	1 223 000	24	890 000	46	3 025 000
1 - TITULAIRES	0	80 000			0	80 000
* Titulaires État (rémunérations accessoires)	0	80 000			0	80 000
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0			0	0
2 - CONTRACTUELS	22	1 143 000	24	890 000	46	2 033 000
* Contractuels de droit public	22	1 143 000	21	852 000	43	1 995 000
øCDI	10	423 000	0	0	10	423 000
øCDD	9	500 000	21	852 000	30	1 352 000
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	3	220 000	0	0	3	220 000
* Contractuels de droit privé	0	0	3	38 000	3	38 000
øCDI	0	0			0	0
øCDD (Apprentis)	0	0	3	38 000	3	38 000
3 - CONTRATS AIDES			0	0	0	0
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						912 000

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité (Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS		
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Pour information : tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (Mise à disposition entrantes)

EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTES DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***

EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES			RECETTES	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	3 025 000	3 025 000	5 786 331	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>			2 074 402	Subvention pour charges de service public
			-	Subvention pour charges d'investissement
			-	Autres financements de l'Etat
			60 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement	2 668 449	2 476 499	1 433 227	Autres financements publics
			2 218 702	Recettes propres
Intervention	-	-		
			-	Recettes fléchées*
			-	Subvention pour charges d'investissement fléchée
			-	Autres financements de l'Etat fléchés
Investissement	4 083 419	1 606 062	-	Autres financements publics fléchés
			-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	9 776 868	7 107 561	5 786 331	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)			1 321 230	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)
		-		

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES								
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A) CP (B)
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	3 025 000,00	3 025 000,00	215 486,00	215 486,00					3 240 486,00 3 240 486,00
D105 - Bibliothèques et documentation			113 100,00	113 100,00					113 100,00 113 100,00
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société			107 555,00	107 555,00					107 555,00 107 555,00
D114 - Immobilier			137 450,00	137 450,00			3 927 199,00	1 449 842,00	4 064 649,00 1 587 292,00
D115 - Pilotage et support			1 566 258,00	1 398 258,00			156 220,00	156 220,00	1 722 478,00 1 554 478,00
D201 - Aides directes aux étudiants			528 600,00	504 650,00					528 600,00 504 650,00
TOTAL	3 025 000,00	3 025 000,00	2 668 449,00	2 476 499,00	-	-	4 083 419,00	1 606 062,00	9 776 865,00 7 107 561,00

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B -

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES										
	Recettes globalisées						Recettes fléchées				Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - Subvention pour charges de service public	2 074 402,00										2 074 402,00
FD020 - Droits d'inscription						1 200 000,00					1 200 000,00
FD030 - Formation continue						1 000 000,00					1 000 000,00
FD040 - Taxe d'apprentissage						10 000,00					10 000,00
FD060 - Valorisation						8 702,00					8 702,00
FD090 - Subventions Région					77 300,00						77 300,00
FD110 - Subventions et financements autres					834 477,00						834 477,00
FD130 - Autres recettes				60 000,00	521 450,00						581 450,00
TOTAL	2 074 402,00	-	-	60 000,00	1 433 227,00	2 218 702,00	-	-	-	-	5 786 331,00

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	1 321 230	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>			<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>			<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	3 000 768	2 748 926	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)			Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	4 321 998	2 748 926	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	1 573 072	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	<i>-</i>	<i>1 573 072</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	4 321 998	4 321 998	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1)	Crédit (c2)
AMI 2023	C 46711000	Aide à la mobilité	74 800	
	C 46711000			74800
AMI 2024	C 46711000	Aide à la mobilité	144000	
	C 46711000			144000
SCD	C 47310000	Droits bibliothèque	25126	
	C 47310000			25126
Présidence concours commun	C 46732300	Droits concours commun	1500000	
	C 46732300			1800000
POPSU	C 46732300	Convention POPSU	55000	
	C 46732300			55000
Travaux bilbiothèque	C 46732300	Convention de mandat SEMBREIZH	1201842	
	C 46732300			650000
TOTAL			3000768	2748926

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOUS DÉLICIEUSEMENT DÉLICIEUX

Compte de résultat activitiilor de activitate*			
CHIMBULE	VALORI	PRODACTE	VALORI
Personal	2 700 000	Salariile din Taxa	2 700 000
Alte mijloace de personal		Proceduri de lucru	60 000
Transporturi pentru cele trei obiective de activitate	2 070 000	Salariu de activitate	783 200
Industria de activitate		Salariu de activitate	4 108 200
TOTAL DES CHIMBULE (1)		TOTAL DES PRODACTE (2)	
Rezultatul activitatii (3) = (2) - (1)		Rezultatul activitatii (3) = (2) - (1)	321 000
TOTAL DESIMBULE de activitate de activitate (4) = (2) - (3)	5 000 000	TOTAL DESIMBULE de activitate de activitate (4) = (2) - (3)	5 000 000

⁷ Le compte de résultat global est présenté pour le budget initial et le(s) budget(s) réel(s). Le compte de résultat initial est présenté pour le compte financier.

Calcul de la capacité d'auto-financement

	Montant
Financement des Travaux de Recherche et Développement (TRD) des entreprises	- 325 168
1. dépenses aux entreprises, dépenses de personnel	280 090
2. dépenses aux universités, organismes et personnes	
3. autres (autres entreprises des différents États) valides	
4. produits de services d'entreprises d'État	
5. quote-part (après déduction des financements relatifs à des autres)	8 163
Capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance	- 90 216

Etat prévisionnel actualisé* de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOYE	Montants	RESOURCES	Montants
Relevés de la comptabilité	30 276		-
Relevés de la comptabilité	1 636 082	Augmentation de l'impôt sur l'État	
		Augmentation de l'impôt sur les biens autres que l'État	630 000
		Relevés de la comptabilité	
Relevés de la comptabilité	1 636 082	Augmentation de la dette financière	
TOTAL DES EMPLOIS (I) + (II) (3)	1 666 358	TOTAL DES RESSOURCES (I) + (II) (4)	630 000
Augmentation de la dette financière	-	Distribution de la dette financière (I) + (II) (5)	1 036 358

POUR INFORMATION DE L'USAGER DÉLICTAIRE

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants
Variation des FONDs DE ROLLEMENT - AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	1 087 378
Variation des BESOINS en FONDs DE ROLLEMENT - FONDs DE ROLLEMENT - TRÉSORERIE	585 794
Variation de la TRÉSORERIE - ABONNEMENT (9) ou PSEULEMENT (9')	1 873 872
Montant total des FONDs DE ROLLEMENT	2 316 865
Montant total des BESOINS en FONDs DE ROLLEMENT	887 237
Montant total de la TRÉSORERIE	1 429 628

^aValues are means \pm SD.

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	3 015 879	2 672 547	2 209 293	1 699 138	1 638 374	1 632 002	1 367 495	1 381 317	1 271 842	1 964 295	2 092 709	1 345 236	
RECETTES													
Recettes budgétaires globalisées	37 142	69 441	41 235	184 628	947 255	201 315	563 953	252 355	1 596 651	782 243	426 243	736 953	5 786 331
Subvention pour charges de service public					777 803,00	0,00	538 602,00	0,00	541 247,00	266 000,00	0,00	20 680,00	2 074 402
Subvention pour charges d'investissement													
Autres financements de l'Etat													
Finances locales					45 000			15 000					60 000
Autres financements publics	2 100,00	25 149,00	10 000,00	100 394,00	89 584,00	147 260,00	2 400,00	12 275,00	146 602,00	123 000,00	263 588,00	273 588,00	1 453 227
Recettes propres	34 041,84	91 590,54	36 235,00	10 561,00	54 601,00	60 046,00	21 567,00	13 320,00	864 601,00	642 640,00	142 640,00	642 640,00	2 218 750
Recettes budgétaires filiales													
Subvention pour charges d'investissement filiales													
Autres financements des filiales filiales													
Autres financements publics filiales													
Recettes propres filiales													
Opérations non budgétaires													
Emprunts - remboursement en capital													
Prêts - encadrement en capital													
Charges et remboursements													
Opérations de cession et pour le compte de tiers													
Trésorerie													
Charges d'investissement pour compte de tiers - encadrement	15 861	19 061	136 447	82 115	23 081	152 391	6 661	2 661	1 854 616	38 321	38 321	677 571	3 746 936
Autres opérations au compte et pour le compte de tiers													
Autres encadrement d'opérations non budgétaires													
A TOTAL	53 003	95 572	179 733	298 741	970 834	353 646	970 834	204 955	3 761 498	820 584	464 564	1 414 074	8 930 287
DECAISEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	390 474	530 605	551 411	844 391	353 622	465 922	550 131	311 784	652 305	653 629	1 173 726	639 321	7 107 560
Personnel	27636	27236	28000	28000	28000	28000	28000	28234	28000	28000	28000	28000	3 100 100
Fonctionnement	58844	25847	28800	28800	28800	28800	28800	44244	101364	80071	55071	58260	2 474 640
Investissement													
Investissement	42144	45871	13819	30470	2760	1200	6739	7860	30000	100766	400766	350262	1 600 000
Opérations liées à des recettes filiales													
Personnel													
Fonctionnement													
Investissement													
Investissement													
Opérations non budgétaires													
Emprunts - remboursement en capital													
Prêts - encadrement en capital													
Charges et remboursements													
Opérations de cession et pour le compte de tiers													
Trésorerie													
Charges d'investissement pour compte de tiers - encadrement	15 861	19 061	136 447	82 115	23 081	152 391	6 661	2 661	1 854 616	38 321	38 321	677 571	3 746 936
Autres opérations au compte et pour le compte de tiers													
Autres encadrement d'opérations non budgétaires													
B TOTAL	396 305	549 776	689 658	926 506	376 703	618 153	556 812	314 445	2 459 012	692 150	1 212 047	1 316 492	10 108 326
(2) SOLDE AU MOIS (à -)	319 320	242 771	151 035	872 632	661 671	564 447	15 920	166 476	612 430	128 474	747 440	37 744	1 621 961
SOLDE CUMULE (1) - (2)	2 672 547	2 209 293	1 699 138	1 038 374	1 632 002	1 367 495	1 381 317	1 271 842	1 964 295	2 092 709	1 345 236	1 442 808	

Variation de trésorerie correspond à celle du tableau d'équilibre financier 8 ou 18

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		-	-	-	-	
Recettes fléchées (b)	-	-	-	-	-	-
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						-
Autres financements de l'État fléchés						-
Autres financements publics fléchés						-
Recettes propres fléchées						-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	-	-	-	-	-	-
Personnel						
AE=CP						-
Fonctionnement						
AE						-
CP						-
Intervention						
AE						-
CP						-
Investissement						
AE						-
CP						-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	-	-	-	-	-	-

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)						-
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)						-
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - prévision

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision	Prévision N									Prévision N+1 et suivantes						
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092 23ERAS	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	89 095		89 090			89 090	89 090	62 363	26 727	114 005	114 005						
Total - ERASMUS 2023 KA-131		203 095	89 090	89 090	-	-	89 090	89 090	62 363	26 727	114 005	114 005	-	-	-	-	-	-
MIC GEORGIE- ERASMUS 2023 23MICGEINC	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	93 925	13 205	13 205		23 680	23 680	13 205	13 205		23 680	23 680	57 040	57 040				
Total- ERASMUS 2023 - MIC GEORGIE		93 925	13 205	13 205	-	23 680	23 680	13 205	13 205	-	23 680	23 680	57 040	57 040	-	-	-	-
Travaux bibliothèque - 22BIBLITRA	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	3 730 172	58 973	58 973	0	-	3 671 199	58 973	58 973	-	1 201 842	1 201 842	-	1 615 250	-	854 107	-	-
Total - Travaux bibliothèque		3 730 172	58 973	58 973	-	-	3 671 199	58 973	58 973	-	1 201 842	1 201 842	-	1 615 250	-	854 107	-	-
POPSU	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	100 000	39 600					0			15 000	15 000						
Total - POPSU		100 000	39 600	-	-	-	-	-	-	-	15 000	15 000	-	0	-	-	-	-
CAEN-INTERNATIONAL 23NORMANSU	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	30 400				19 000	19 000				19 000	19 000	19 000	19 000				
Total - CAEN INTERNATIONAL		30 400	-	-	-	19 000	19 000	-	-	-	19 000	19 000	19 000	19 000	-	-	-	-
NORMANDIE SUP 2023 - transformation offre 23NORMANSU	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	160 000				20 000	20 000				20 000	20 000	140 000	140 000				
Total - NORMANDIE SUP 2023 -transformation offre de formation		240 000	-	-	-	90 000	90 000	-	-	-	90 000	90 000	150 000	150 000	-	-	-	-
NORMANDIE SUP 2023 -CSTI	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	48 000				5 000	5 000				5 000	5 000	43 000	43 000				
Total - NORMANDIE SUP 2023 -CSTI		48 000	-	-	-	5 000	5 000	-	-	-	5 000	5 000	43 000	43 000	-	-	-	-
NORMANDIE SUP 2023 - orientation - 23NORMANOR	Personnel Fonctionnement Intervention Investissement	40 000				15 000	15 000				15 000	15 000	25 000	25 000				
Total - NORMANDIE SUP 2023 -CSTI		40 000	-	-	-	15 000	15 000	-	-	-	15 000	15 000	25 000	25 000	-	-	-	-
	Ss total personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total fonctionnement	635 420	141 895	102 295	-	82 680	171 770	102 295	75 568	26 727	211 685	211 685	284 040	284 040	-	-	-	-
	Ss total intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total investissement	3 810 172	58 973	58 973	-	70 000	3 741 199	58 973	58 973	-	1 271 842	1 271 842	10 000	1 625 250	-	854 107	-	-
	TOTAL	4 445 592	200 868	161 268	-	152 680	3 912 969	161 268	134 541	26 727	1 483 527	1 483 527	294 040	1 909 290	-	854 107	-	-

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
2023-1-FR01-KA131-HED-000123092	Financement de l'Etat*						
23ERAREC	Autres financements publics**	203 095	162 476			40 619	
	Autres financements***						
Total Op.1- ERASMUS 2023 KA-131		203 095	162 476	-	-	40 619	-
MIC GEORGIE- ERASMUS 2023 23MICGEREC	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	93 924	45 084			48 840	
	Autres financements***						
Total - ERASMUS 2023 - MIC GEORGIE		93 924	45 084	-	-	48 840	-
Travaux bibliothèque - 22BIBLIREC - Rennes métropole	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	900 000	350 000				550 000
	Autres financements***						
Travaux bibliothèque - 22BIBLIREC - C.D. 35	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	1 300 000	260 000	650 000			390 000
	Autres financements***						
Total - Travaux bibliothèque -22BIBLIREC		2 200 000	610 000	650 000	-	-	940 000
POPSU	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	100 000	30 000	35 000	35 000		
	Autres financements***						

Total - POPSU		100 000	30 000	35 000
CAEN-INTERNATIONAL 23NORMANSU	Financement de l'Etat*			
	Autres financements publics**	30 400	18 240	
	Autres financements***			
Total - CAEN-INTERNATIONAL 23NORMANSU		30 400	18 240	-
NORMANDIE SUP 2023 - transformation offre 23NORMANSU	Financement de l'Etat*			
	Autres financements publics**	240 000	104 000	
	Autres financements***			
Total - NORMANDIE SUP 2023 -transformation offre 23NORMANSU		240 000	104 000	-
NORMANDIE SUP 2023 - ORIENTATION 23NORMANOR	Financement de l'Etat*			
	Autres financements publics**	40 000	24 000	
	Autres financements***			
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		40 000	24 000	-
NORMANDIE SUP 2023 -CSTI	Financement de l'Etat*			
	Autres financements publics**	48 000	28 800	
	Autres financements***			
Total - NORMANDIE SUP 2023 -ORIENTATION 23NORMANOR		48 000	28 800	-
TOTAL		2 955 419	1 022 600	685 000

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

35 000	-	-
12 160		
12 160	-	-
136 000		
136 000	-	-
16 000		
16 000	-	-
19 200		
19 200	-	-
218 360	89 459	940 000

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - exécution

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision	Exécution						Prévision N+1 et suivantes		
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à N nettes des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	AE consommées en N	TOTAL des AE consommées	CP consommés les années antérieures à N	CP consommés en N	TOTAL des CP consommés	Restes à payer	Solde à engager	Solde à payer
		(1)									
Op. 1	Personnel				-			-	-	-	-
	Fonctionnement				-			-	-	-	-
	Intervention				-			-	-	-	-
	Investissement				-			-	-	-	-
Total Op.1		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Op.2	Personnel				-			-	-	-	-
	Fonctionnement				-			-	-	-	-
	Intervention				-			-	-	-	-
	Investissement				-			-	-	-	-
Total Op.2		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

B - Exécution des recettes

Opération	Nature	Prévision	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement réalisés en N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes
		(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12) - (13)
Op. 1	Financement de l'Etat*				-
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
	Total Op.1	-	-	-	-
Op. 2	Financement de l'Etat*				-
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
	Total Op.2	-	-	-	-
	Ss total financement de l'Etat	-	-	-	-
	Ss total autres financements publics	-	-	-	-
	Ss total autres financements	-	-	-	-
TOTAL		-	-	-	-

* Subvention pour charges de service public, subvention pour charges d'investissement, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Niveaux initiaux			BI 2024
	1	Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	626 997
	2	Niveau initial du fonds de roulement	3 317 323
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	301 443
	4	Niveau initial de la trésorerie	3 015 880
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
Flux de l'année	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	3 015 880
	5	Autorisations d'engagement	9 776 868
	6	Résultat patrimonial	- 323 168
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	- 51 216
	8	Variation du fonds de roulement	- 1 007 278
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS -
		Variation des stocks	+ / -
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS 313 952
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 313 952
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	- 1 321 230
	13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	251 842
	14	Variation de la trésorerie = 12 - 13	- 1 573 072
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	- 1 573 072
Niveaux finaux	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	565 794
	16	Variation des restes à payer	2 669 307
	17	Niveau final de restes à payer	3 296 304
	18	Niveau final du fonds de roulement	2 310 045
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	867 237
	20	Niveau final de la trésorerie	1 442 808
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	-
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	1 442 808
		Comptabilité budgétaire	
		Comptabilité générale	

3000768

Explication du tableau, ligne à ligne :

D'une manière générale, les cases grisées sont soit des données reprises d'autres tableaux, soit des calculs automatiques. Seules les cases non grisées sont à remplir.

☐ Ligne 1 « Niveau initial des restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercice antérieur à N » : il correspond au « stock initial » de restes à payer, c'est-à-dire à la différence entre le cumul des AE et le cumul des CP consommés lors des exercices précédents. Ce montant tient compte des retraits d'engagements sur exercices antérieurs qui, en application du principe d'annualité budgétaire, ne rendent pas d'autorisations d'engagement disponibles sur l'exercice où le retrait d'engagement est effectué.

Le niveau initial des restes à payer d'un BI doit correspondre au niveau final des restes à payer du budget rectificatif de fin d'année lorsqu'il est présenté en parallèle du BI. Sinon, il convient de s'appuyer sur la prévision d'exécution.

☐ Ligne 2 « Niveau initial du fonds de roulement » : Lors de la présentation du BI n, il correspond au niveau final du fonds de roulement du dernier BR n-1.

Cette information provient du « tableau relatif à la variation de la situation patrimoniale en droits constatés n-1 ».

☐ Ligne 3 « Niveau initial du besoin en fonds de roulement » :

Cette information provient de la différence entre le niveau initial du fonds de roulement et le niveau initial de la trésorerie (calcul automatisé).

☐ Ligne 4 « Niveau initial de la trésorerie » : Lors de la présentation du BI n, il correspond au niveau final de la trésorerie du dernier BR n-1. Sinon, il convient de s'appuyer sur la prévision d'exécution.

Cette information provient du « tableau d'équilibre financier n-1 » et du « tableau relatif à la variation de la situation patrimoniale en droits constatés n-1 ».

☐ Ligne 4.a « Niveau initial de la trésorerie fléchée » : il correspond à la quote-part de la trésorerie relative aux opérations sur recettes fléchées en date du 31/12/n-1. Cette information provient du « tableau d'équilibre financier et le tableau des opérations sur recettes fléchées n-1 ».

☐ Ligne 4.b « Niveau initial de la trésorerie non fléchée » :

Cette information provient de la différence entre le niveau initial de trésorerie et le niveau initial de trésorerie fléchée (calcul automatisé).

☐ Ligne 5 « Autorisations d'engagement » :

Cette information du « tableau des autorisations budgétaires ».

☐ Ligne 6 « Résultat patrimonial » :

Cette information provient du « tableau de la situation patrimoniale ».

☐ Ligne 7 « Capacité d'autofinancement » :

Cette information provient du « tableau de la situation patrimoniale ».

☐ Ligne 8 « Variation du fonds de roulement » :

Cette information provient du « tableau de la situation patrimoniale ».

☐ Ligne 9 : « Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire » :

Cette information provient du « tableau d'équilibre financier ».

Elle permet d'isoler de la variation du fonds de roulement, les opérations qui n'apparaissent pas dans le tableau des autorisations budgétaires (emprunts, prêts, dépôts et cautionnements) mais dans le tableau d'équilibre financier et qui ont un impact en haut de bilan.

☐ Ligne 10 « Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF » : ces opérations correspondent à des charges décaissables et des produits encaissables mais qui ne seront jamais décaissées ni encaissées (variation des stocks, charges sur créances irrécouvrables, admissions en non valeur, etc.). Ces opérations bien que ne générant aucun flux de trésorerie ne sont pas retraitées par la CAF et « gonflent » le besoin en fonds de roulement. Il convient donc de les isoler pour pouvoir déterminer les seuls flux de trésorerie et déterminer ainsi le solde budgétaire.

☐ Ligne 11 « Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie » : cette ligne est composée de quatre sous-ensembles, deux relatifs aux recettes et deux relatifs aux dépenses.

1. Concernant les recettes, l'« écart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs » et l'« écart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours » matérialisent les écarts entre ce qui est inscrit en haut de bilan (produits du compte de résultat et ressources du tableau relatif à la variation de la situation patrimoniale en droits constatés) et ce qui est inscrit en bas de bilan (recettes budgétaires encaissées) pour un exercice donné.

Si la somme des produits/ressources est supérieure à la somme des encaissements, le besoin en fonds de roulement augmente mécaniquement et génère donc un déséquilibre en termes de couverture des besoins : une dégradation du solde budgétaire aura alors lieu (prélèvement sur la trésorerie). A l'inverse si les produits et ressources en haut de bilan sont inférieurs aux encaissements, le besoin en fonds de roulement (BFR) diminue et le solde budgétaire s'apprécie d'autant.

2. Concernant les dépenses l'« écart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs » et l'« écart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours » matérialisent les écarts entre les charges et immobilisations inscrites en haut de bilan et les crédits de paiement.

Si la somme des charges/immobilisations est supérieure à la somme des crédits de paiement, le BFR diminue et génère une appréciation du solde budgétaire. A l'inverse si les charges et immobilisations sont inférieures aux crédits de paiement, le solde budgétaire se dégrade d'autant.

☐ Ligne 12 « Solde budgétaire » : il correspond à la différence entre la variation du fonds de roulement (ligne 8), les opérations bilanciellées non budgétaires (ligne 9), les opérations comptables non retraitées par la CAF non budgétaires (ligne 10) et les décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires (ligne 11). Il correspond à un solde intermédiaire de la variation de trésorerie.

Avec ce tableau de synthèse budgétaire et comptable, le lecteur doit pouvoir comprendre les raisons qui font qu'il y a un écart entre la variation du fonds de roulement (qui correspond à la création de richesse potentielle) et le solde budgétaire (qui correspond à la création de trésorerie effective, hors opérations non budgétaires).

Un contrôle de cohérence a été créé et détecte s'il y a un écart avec le montant inscrit dans le « tableau des autorisations budgétaires » résultant de la différence des recettes encaissées et des crédits de paiement consommés.

☐ Ligne 13 « Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires » :

Cette information provient du « tableau d'équilibre financier » et correspond aux lignes relatives aux opérations en capital (emprunts, prêts, dépôts et cautionnements), aux opérations au nom et pour le compte de tiers et aux autres encaissements / décaissements non budgétaires.

☐ Ligne 14 « Variation de la trésorerie » :

Le montant est calculé en soustrayant du solde budgétaire (ligne 12) le montant relatif aux flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires (ligne 13).

Un contrôle de cohérence a été créé et détecte s'il y a un écart avec le montant inscrit dans le « tableau d'équilibre financier », du « plan de trésorerie ».

☐ Ligne 14.a « Variation de la trésorerie fléchée » : correspond au montant du « tableau d'équilibre financier » et au « tableau des opérations sur recettes fléchées ».

☐ Ligne 14.b « Variation de la trésorerie non fléchée » : correspond au montant du « tableau d'équilibre financier ».

☐ Ligne 15 « Variation du besoin en fonds de roulement » : Elle se calcule en additionnant les lignes 9, 10, 11, 13.

☐ Ligne 16 « Variation des Restes à payer » : correspond au flux de restes à payer de l'exercice et donc à la différence entre les AE et les CP de l'exercice provenant du « tableau des autorisations budgétaires » (calcul automatique).

☐ Ligne 14 « Niveau final de restes à payer » : correspond au « stock final » de restes à payer. Il se calcule en additionnant le niveau initial de restes à payer (ligne 1) et la variation des restes à payer (ligne 16) (calcul automatique).

☐ Ligne 18 « Niveau final du fonds de roulement » : il se calcule en additionnant le niveau initial du fonds de roulement (ligne 2) et la variation du fonds de roulement (ligne 8) (calcul automatique).

☐ Ligne 19 « Niveau final du besoin en fonds de roulement » : il se calcule en additionnant le niveau initial du besoin en fonds de roulement (ligne 3) et la variation du besoin fonds de roulement (ligne 15) (calcul automatique).

☐ Ligne 20 « Niveau final de la trésorerie » : il se calcule en additionnant le niveau initial de la trésorerie (ligne 4) et la variation de la trésorerie (ligne 14) (calcul automatique).

☐ Ligne 20.a « Niveau final de la trésorerie fléchée » : il se calcule en additionnant le niveau initial de la trésorerie fléchée (4.a) et la variation de la trésorerie fléchée (14.a) (calcul automatique).